Sommaire

IMAGES ET IMAGINAIRE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES DEPUIS 1938

Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes par <i>Robert Frank</i>	5
Internationalisme, universalisme et cosmopolitisme : les représentations du monde dans les milieux intellectuels français, d'une guerre à l'autre. par <i>Michel Trebisch</i>	13
L'image de la France dans les actualités britanniques (1938-1940) par <i>Philip Bell</i>	29
Les Alliés et l'occupant dans le dessin de presse de la Collaboration (1940-1944) par <i>Christian Delporte</i>	37
L'image des occupants français en Allemagne (1945-1949) : « ennemis héréditaires » ou réformateurs ? par <i>Stefan Martens</i>	49
France-Italie : regards croisés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par <i>Bruna Bagnato</i>	61

Rédaction : Gabrielle Drigeard
Robert Frank, Maryvonne Le Puloch
Abonnements : Anne-Michèle Chapin

Directeur de la publication : Robert Frank

© INSTITUT D'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT
Commission paritaire de presse : n° 155 AD
ISSN : 0247 - 0101
Dépôt légal : juin 1994
Supplément du *Bulletin de l'IHTP* n° 56

L'image de l'Italie et des Italiens du XIXe siècle à nos jours par <i>Pierre Milza</i>	71
Comment les décideurs américains voyaient-ils l'URSS à la veille de la Guerre froide par <i>Laurent Césari</i>	83
L'image de la France aux États-Unis par <i>Frank Costigliola</i>	93
Les représentations de l'unité européenne chez Jean Monnet et ses interlocuteurs américains de 1948 à 1959 par <i>Gérard Bossuat</i>	111
La vision française de l'Europe centrale au XXe siècle par <i>Antoine Marès</i>	133
Image de l'ennemi et perception de la menace en URSS (1945-1965) par <i>Jean-Christophe Romer</i>	145
L'Europe occidentale dans les représentations politiques et mentales des décideurs soviétiques par <i>Marie-Pierre Rey</i>	157

Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problèmes et méthodes

L'étude de l'image des peuples est un thème désormais classique en histoire des relations internationales. Pierre Renouvin, qui a beaucoup fait pour que celle-ci ne se réduise pas à la traditionnelle histoire diplomatique se plaisait à distinguer les « forces profondes » qui pèsent sur la vie internationale ; parmi ces dernières, il montrait l'importance de ce qu'il appelait la « psychologie collective » et, au sein de cette dernière, le poids de l'image de soi à l'étranger et de l'image de l'autre chez soi, ainsi que le poids des mythes et des stéréotypes dans les phénomènes d'opinion face au monde extérieur.

Mais jusqu'à une date récente, les études sur les images des peuples ont surtout été menées d'une façon empirique. Aussi a-t-il semblé important de préciser le vocabulaire, les notions, et les concepts. Tel a été l'objectif du séminaire intitulé « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », qui, pendant deux ans à l'IHTP, de novembre 1991 à juin 1993, a tenté de concilier réflexion théorique et études de cas concrets. Il convenait ainsi d'intégrer les problématiques nouvelles selon une approche interdisciplinaire et d'emprunter des grilles d'analyse aux autres sciences humaines, non seulement du côté de Durkheim et de Mauss, mais aussi de Denise Jodelle¹, de Serge Moscovici, de Bronislaw Baczkowski², d'Edgar Morin.

Dans cette tâche, Pierre Laborie a été d'une aide inestimable, grâce à ses travaux³ et à son intervention dans le séminaire. Il a renouvelé ce champ d'études en empruntant aux sociologues la notion de système des représentations ou d'imaginaire social, qu'il traite à la façon historique. Les imaginaires sociaux articulent toutes sortes d'attitudes mentales, des perceptions fugitives, des doctrines plus stables et des sensibilités, qui plongent à la fois dans le passé lointain et dans l'inconscient, mais qui se réfèrent aussi à l'avenir sous la forme de projets.

1 Denise Jodelle, *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1989, ouvrage auquel collabore, entre autres, Serge Moscovici..

2 Bronislaw Baczkowski, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984.

3 Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1990.

France-Italie : regards croisés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Bruna BAGNATO

Dans son livre de Mémoires, Pietro Quaroni, ambassadeur d'Italie à Paris de 1947 (au lendemain de la signature du traité de paix italien) à mars 1958, tout le long de la IV^e République, raconte que, lorsque le ministre des Affaires étrangères le nomma à ce poste (il était, depuis 1944, « représentant diplomatique du gouvernement italien auprès le gouvernement de l'Union soviétique »), il fut très heureux de cette nouvelle charge, mais il ne pouvait s'empêcher de se demander combien de temps, combien d'années il devrait passer à Paris avant d'arriver à la normalisation des relations franco-italiennes.

« Heureusement – écrit-il – il a suffi de quelques mois. Si quelqu'un croit que l'oeuvre d'un ambassadeur puisse vraiment normaliser les relations entre deux pays, il se trompe fort [...]. Les ressentiments de la guerre et de l'après-guerre ont été surmontés spontanément grâce à un effort qui venait du coeur des deux peuples. C'est là un bon présage pour l'avenir : les peuples sont infiniment plus sages que leurs gouvernements »¹.

En effet, jusqu'en février 1947, dans les milieux politiques français on estimait normal de faire payer à l'Italie le prix de ses fautes et surtout de lui incomber la responsabilité du « coup de poignard dans le dos » d'une France déjà écrasée par l'Allemagne nazie. L'opinion publique française partageait ce sentiment de « vengeance » et elle était encore plus réticente que sa classe politique à accepter l'hypothèse d'une rapide réconciliation avec un pays qui avait été considéré depuis plus de vingt ans comme un pays hostile, comme un pays agresseur. En juin 1947, Quaroni écrivait au ministre des Affaires étrangères italien, Carlo Sforza, que « le ressentiment des Français pour l'agression de 1940 allait en diminuant, bien sûr, mais il persistait ». Et la réaction de l'homme de la rue français au traité de paix italien était : « vous vous en êtes tirés à bon marché ». L'aspect le plus grave remarqué par le

¹ P. Quaroni, *Il mondo di un ambasciatore*, Milan, Ferro, 1965, p. 202.

diplomate était que la petite bourgeoisie et le prolétariat français « gardaient encore toute leur rancœur à l'égard de l'Italie »¹.

En octobre 1947 encore, Quaroni devait souligner, avec amertume, qu'« en France du moins personne ne croit à cette Italie de l'avenir, démocratique, pacifique, tranquille, que nous, les diplomates, nous voulons représenter. Tous les Français sont persuadés que, dans quelques années, l'Italie sera de nouveau agitée, mécontente, de gauche ou de droite peu importe et personne ne peut le préciser, elle sera en tout cas nationaliste, librement nationaliste »².

Et au début de 1949, à la veille de la signature du Pacte Atlantique, auquel l'Italie fut finalement admise grâce surtout aux pressions de Paris, Quaroni écrivait découragé que « l'Italie reste, aux yeux de l'opinion publique mondiale, le pays qui avait été fasciste et agresseur »³.

Dans ses nombreux articles sur la réinsertion internationale de l'Italie après la chute du fascisme, Pierre Guillen a montré que le gouvernement de Paris est presque obligé de modifier sa politique à l'égard de l'Italie à cause des pressions américaines. Dans le nouveau climat de l'après-guerre, dans un climat de tension et de guerre froide, les pays européens devaient essayer de collaborer, d'effacer les vieilles rancœurs afin de mieux faire face aux menaces soviétiques⁴.

De façon parallèle au changement d'attitude du gouvernement de Paris, l'image de l'Italie chez les Français commence à changer. Le cinéma néo-réaliste italien devait représenter, à cet égard, un formidable véhicule de ce changement. Les messages du cinéma néo-réaliste ne peuvent pas être mal reçus. Dans *Rome ville ouverte*, Roberto Rossellini apporte l'image-témoin des souffrances des Italiens, des difficultés de la Résistance, d'une guerre civile qui a déchiré le pays. L'attribution de la Palme d'or à *Rome ville ouverte* lors du premier festival de Cannes en 1946, manifeste la volonté de rendre

hommage à la Résistance, un phénomène européen qui a atteint des tons épiques dans la Péninsule. Les Français ont du mal à reconnaître, dans l'Italie proposée par Rossellini, Carlo Lizzani, Vittorio De Sica, l'héritière de l'Italie des Chemises noires voulue par Mussolini.

Le changement de l'image de l'Italie chez les Français est lié aussi au succès des Italiens lors des manifestations sportives internationales. La victoire de Gino Bartali au Tour de France, en 1948, apporte un message perçu par l'homme de la rue français. « L'Italie se relève d'une façon extraordinaire, voyez comme elle a gagné le Tour de France ». Ces mots, prononcés avec solennité par un des clients d'une boucherie de la rue de Varenne, près de l'ambassade d'Italie, font comprendre à Quaroni que l'image de l'Italie en France est en train d'évoluer¹.

Mais les manifestations sportives sont aussi l'occasion d'épisodes d'intolérance et de nationalisme. En 1950 l'équipe italienne est forcée d'abandonner le Tour de France ; l'année suivante l'équipe nationale de football française est très mal accueillie en Italie. Il s'agit d'épisodes considérés comme très graves par les deux ministères des Affaires étrangères, car de nature à faire renaitre les vieilles rancœurs nationalistes².

Si l'Italie montre toutes les difficultés de la reconstruction, toute sa misère, dévoile toute sa faiblesse mais aussi son courage, la France, elle, aux yeux des Italiens, paraît avoir du mal à comprendre et à accepter le nouveau rôle que la dynamique des équilibres internationaux assigne aux ressources françaises.

La situation en France est suivie en Italie avec intérêt et une très forte charge émotive. Guido Piovene, un romancier très connu et apprécié en Italie, aussi bien qu'en France, est le correspondant à Paris du *Corriere della Sera*. Il envoie à son journal des articles qui sont de véritables pages d'un « carnet de voyage ». Presque tous les jours le *Corriere della Sera* publie des articles sur la France, sur les conditions de vie des classes sociales, sur la vie culturelle de Paris. Du point de vue politique, en Italie, on s'interroge sur l'avenir du gaullisme après l'abandon de De Gaulle et on fait des comparaisons presque immédiates entre la situation politique à Rome et à Paris. Les partis communistes sont très forts en France aussi bien qu'en Italie et ils sont épuisés des deux gouvernements à la même période — le printemps 1947.

1 Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri — Roma (ASMAE), Ambasciata di Parigi 1861-1950 (AP), 1947, b. 378, P. Quaroni à C. Storza, n.565/7274/2011, Paris, 30 juin 1947.

2 *Ibid.*, P. Quaroni à C. Storza, n. 892/11736/3090, Paris, 6 octobre 1947.

3 ASMAE, AP, 1949, b. 439, P. Quaroni à C. Storza, n. 89/260, Paris, 27 janvier 1949.

4 Voir, par exemple, P. Guillen, « I rapporti franco-italiani dall'armistizio alla firma del Patto Atlantico », in Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia (dir.), *L'Italia dalla liberazione alla Repubblica*, Milan, Feltrinelli, 1977, pp. 145-180.

1 P. Quaroni, *op. cit.*, p. 253.

2 Voir la documentation dans Archives du ministère des Affaires étrangères — Paris (ASMAE), série Z Europe 1949-1955, sous-série Italie (Italie), vol. 76 et vol. 32.

On remarque, dans la situation française, l'instabilité des gouvernements et, d'un point de vue plus général, le poids excessif accordé par la Constitution à l'Assemblée nationale.

La France est considérée comme un pays qui se tourne vers son passé pour ne pas voir le présent : autrement dit, un pays fier de son histoire, orgueilleux de sa grandeur passée et qui a de la peine maintenant à accepter sa fragilité. D'ailleurs ce pays peut représenter pour l'Italie une sorte de « radeau » politique, l'amitié et la collaboration avec la France pouvant devenir le passage susceptible de permettre à l'Italie de se réinsérer dans le courant de la diplomatie après le purgatoire du traité de paix. La réhabilitation politique est bien l'objectif prioritaire de l'Italie dans l'immédiat après-guerre.

La France, puissance victorieuse et « grande puissance de courtoisie »¹, et l'Italie, le pays vaincu, se cherchent : l'Italie pour rentrer dans le scénario européen, la France pour affirmer une sorte de tutelle sur le pays voisin et commencer à affirmer, par là, son primat dans la conduite des affaires européennes.

À l'été 1947, lorsque la Conférence des Seize se déroule à Paris, les journaux italiens soulignent qu'un des résultats les plus importants de la Conférence est la découverte de la communauté d'idéaux entre la France et l'Italie². L'identité des intérêts et des objectifs est souligné, en septembre 1947, par Jacques Fougères Duparc qui vient d'être nommé ambassadeur de France en Italie³. L'amitié et la collaboration avec la France sont considérées comme une des voies les plus naturelles pour l'Italie qui aspire à reprendre sa place dans les institutions internationales de l'après-guerre. « Le mythe des deux soeurs latines devient à nouveau d'actualité ». « Dans le nouveau panorama européen et mondial la France et l'Italie ont un intérêt élémentaire à procéder ensemble ». On souligne alors l'importance qu'il y a à créer, face à un monde coupé en deux, « les Slaves d'un côté, les Anglo-Saxons de l'autre, un bloc de presque 100 millions de latins. Un bloc, [précise-t-on], qui ne veut et ne peut pas être un bloc belliqueux, puisque les deux pays sont pacifiques [...] mais un bloc entre deux civilisations, ou mieux, deux expressions de la même civilisation »⁴.

- 1 ASMAE, Direzione Generale Affari Politici, Uff. I, Francia 1955, b. 387, P. Quaroni à G. Martino, n. 1654, Paris, 10 décembre 1954.
- 2 G. Piovene, « Grandi speranze offerte all'Italia dalla Conferenza chiusa ieri a Parigi », *Corriere della Sera*, 16 juillet 1947.
- 3 « La politica estera dell'Italia », *Esteri*, 15 janvier 1950.
- 4 *Id.*

Cet argument est évoqué en France et en Italie mais d'une manière différente. En Italie, il s'agit de reconnaître l'existence de tout un réseau de liens étroits entre les deux civilisations et par là de montrer qu'une collaboration est presque inéluctable¹. Pour la France, l'Italie est un pays qu'il faut protéger. « La France, écrit *Le Figaro*, peut aider l'Italie à retrouver la voie de la démocratie afin de l'engager à sauver la civilisation européenne qui représente dans l'Europe la principale réserve de génie »². Autrement dit, l'Italie reste un sujet de deuxième rang, qui souffre d'un complexe d'infériorité face à la France : un pays auquel Paris veut assurer sa protection mais auquel on ne peut pas, en considérant son passé, et sa longue tradition de « trahison », accorder une confiance totale.

En Italie, l'image de la France est l'image d'un pays que la guerre n'a presque pas affecté physiquement, riche d'une énergie intellectuelle potentielle. La France a la possibilité et, par conséquent, le droit, de devenir le véritable noyau de l'Europe. Mais ce processus n'est pas du tout automatique et immédiat, puisque les Français doivent se débarrasser des fardeaux du passé. L'« orgueil français », qui est souvent remarqué en Italie, ne permet pas à la France de reconnaître que, dans le nouvel équilibre mondial, elle ne peut pas conduire une politique étrangère autonome, alors qu'elle est sortie victorieuse de la guerre. Deuxièmement, la France a toujours été considérée comme le pays de la liberté mais sa politique coloniale présente paraît constituer une trahison des vieux idéaux. En effet le thème colonial est un argument susceptible d'éloigner la France de l'Italie.

L'Italie est obligée par le traité de paix de renoncer à ses colonies africaines. L'opinion italienne considérait l'expulsion d'Afrique comme une injustice. L'Italie n'était pas allée en Afrique pour affirmer une politique de puissance, mais, au contraire, pour chercher des débouchés pour sa main-d'œuvre ; la politique coloniale de l'Italie n'avait pas été, comme la politique anglaise ou française, une politique d'épuisement des ressources locales mais une politique visant au développement économique des territoires africains : les Italiens avaient supporté des sacrifices immenses pour améliorer les conditions de vie des indigènes : bref, priver l'Italie de ses colonies était injuste et injustifiable.

Lorsqu'il devint évident que l'Italie ne pouvait plus garder ses positions en Afrique, le gouvernement de Rome décida d'arborer le drapeau de l'anticolonialisme, l'anticolonialisme étant la réponse de l'Italie à l'effondrement de son colonialisme. Le gouvernement de Rome pouvait

- 1 B. Barclay Carter, « I rapporti franco-italiani », *Civitas*, août 1951.
- 2 G. Duhamel, « L'Italie retrouvée », *Le Figaro*, 21 avril 1950.

maintenant profiter des circonstances « malheureuses mais providentielles »¹ qui avaient amené à son expulsion d'Afrique pour créer d'elle-même une nouvelle image et une nouvelle crédibilité à offrir aux peuples colonisés. Une image et une crédibilité qui pouvaient être utiles le jour où ces pays, devenus indépendants, pourraient choisir en complète autonomie leur propres partenaires internationaux.

Jusqu'à la conclusion, en 1949, du long débat sur l'avenir de la Lybie, de l'Érythrée et de la Somalie, la presse italienne, qui ne ménageait pas ses critiques au système colonial anglais, reste, en ce qui concerne la France, sur une réserve prudente. Rien de ce qui touchait l'Union française n'était indifférent à la presse italienne. Qu'il s'agisse de Madagascar, de l'Indochine ou de l'Afrique du Nord, tous les événements importants qui se déroulaient dans ces territoires d'outre-mer étaient rapportés en bonne place et suivis avec intérêt. Mais les nouvelles étaient rarement accompagnées de commentaires défavorables sur la France. La presse italienne s'abstint de porter un jugement sur les méthodes administratives de la France aussi bien que sur les résultats d'ordre économique et social de la colonisation française. Cette réserve était probablement inspirée par des considérations d'opportunité. La France était la seule puissance disposée à appuyer l'Italie lors des discussions internationales sur le sort de ses anciennes colonies. Il n'était pas prudent, alors, de critiquer la politique coloniale du gouvernement de Paris².

À partir de 1949, en effet, l'opinion publique italienne, forcée de subir l'humiliation de la perte de ses colonies – après avoir supporté, en 1947, l'humiliation d'un traité de paix draconien – est de plus en plus convaincue que le colonialisme, pas seulement le colonialisme italien mais la logique même du fait colonial, étaient des phénomènes dépassés par les événements. On commence à écrire « une des conséquences les plus importantes de la Deuxième Guerre mondiale est l'effondrement définitif de l'impérialisme traditionnel » ; « le colonialisme est mort et enterré ». L'opinion publique italienne se demandait si « ce qui enfin avait été décidé pour la Lybie pouvait être rejeté pour l'Algérie, la Tunisie, le Maroc »³ – et la réponse était, bien entendu, négative.

Il est bien difficile de distinguer, dans ses proclamations, ses menaces, peut-on dire, les éléments d'une véritable foi anticoloniale et les éléments,

beaucoup moins nobles, d'une sorte de délectation devant les difficultés de la France et de l'Angleterre en matière coloniale. Enfin, si l'Italie avait été chassée d'Afrique, pourquoi la France et l'Angleterre devraient-elles y rester ?

Même ceux qui étaient les plus modérés dans leurs critiques à l'égard de la France reprochaient au gouvernement de Paris son incapacité à élaborer une politique nouvelle, plus libérale, dans ses territoires d'outre-mer. On demandait à la France « un acte de profonde sagesse », de se débarrasser des « formules dépassées du colonialisme » et de se préparer à « faire face à de grandes et nobles tâches économiques, politiques et culturelles qui pourraient la dédommager de l'apparente perte de prestige »¹.

Ce point de vue trouve des partisans en Italie, à gauche aussi bien qu'à droite. Les partis de gauche appuyant, pour des questions idéologiques, la lutte des peuples colonisés pour s'affranchir de l'impérialisme occidental ; la droite et la presse indépendante soulignant que le manque de souplesse du gouvernement de Paris pouvait éloigner les peuples colonisés de l'Occident et les pousser dans les bras de l'Union soviétique.

La perspective de la diffusion du communisme dans les pays colonisés était un spectre agité par les Français et par les Italiens pour démontrer deux thèses tout à fait différentes. La France avait établi une équation entre nationalisme et communisme : pour Paris le danger était réel et présent et il fallait le combattre par la répression. Pour les Italiens, au contraire, la diffusion du communisme pouvait être le résultat de la politique de répression française. L'équation entre nationalisme et communisme était dénoncée comme fausse, ne visant qu'à assurer l'appui du monde occidental à la politique coloniale française.

L'opinion publique italienne estimait que les obstacles à la diffusion du communisme n'étaient pas seulement l'incompatibilité fondamentale entre foi musulmane, par exemple, et doctrine marxiste, mais surtout la pénétration, dans les pays colonisés par la France, de la culture occidentale qui s'était mêlée à la culture autochtone en donnant naissance à une situation très compliquée mais qui n'était, en tout cas, pas favorable à la pénétration du communisme. Les nationalistes menaient leur lutte en évoquant les principes et les valeurs de liberté qui étaient nés en Europe et que la France avait exportés dans ses colonies.

« La France a accompli dans ses colonies une oeuvre de civilisation admirable et c'est justement pour cette raison que

- 1 E. Insabato, « Iniziativa mediterranea dell'Italia », *Civitas*, septembre 1951.
- 2 AMAE, Italie, vol. 87, G. Balay à Quai d'Orsay, n. 682, Rome, 12 juin 1947.
- 3 « Il Nord Africa problema mondiale », *Esteri*, 15 février 1951.

1 « La questione del Marocco », *Esteri*, 30 novembre 1951.

quelqu'un veut la chasser – écrivait Augusto Guerriero au début des années cinquante –. Elle a donné aux indigènes l'ordre public et l'hygiène, le gendarme et le médecin et les indigènes ont appris à lire et sont devenus ennemis de la France. Le colonialisme a fait du bien et du mal ; si aujourd'hui il connaît le déclin, c'est pour le bien qu'il a fait et non pour le mal »¹.

En conclusion, les sentiments de l'opinion publique italienne à l'égard de la politique coloniale de la France se composaient d'une mosaïque de positions parfois contradictoires : une sorte de jalousie à l'égard d'un pays qui a pu garder son empire et, par conséquent, une sorte de satisfaction devant les difficultés de la France ; une certaine méfiance à l'égard des Arabes et des Asiatiques, si différents des Européens, mais qui ont tous le droit de revendiquer l'indépendance ; un intérêt et une préoccupation pour l'avvenir colonial de la France².

Préoccupation surtout parce que la création de l'Union française n'avait pas entraîné une véritable réforme des relations entre la France et ses colonies : l'Union française est considérée en Italie comme une pâle image du Commonwealth anglais et l'incapacité française de la transformer en quelque chose de semblable au Commonwealth était à la base des difficultés du gouvernement de Paris. Il s'agissait de difficultés que la France ne pouvait surmonter sans l'aide extérieure. Dans le cas de la guerre d'Indochine, par exemple, on souligne en Italie l'incapacité française à gagner une bataille sans l'aide occidentale : une bataille qui s'était transformée pour Paris en une véritable hémorragie de ressources.

L'attachement à son idéologie coloniale, la fidélité au mythe de sa « mission de civilisation », n'était, d'ailleurs, qu'un des aspects de la difficulté, pour la France, à faire face aux changements du monde de l'après-guerre en modifiant les directives et les outils de sa politique étrangère. La persistance du cauchemar allemand ne fait, aux yeux de l'opinion publique italienne, que confirmer l'incapacité des Français à se débarrasser des spectres d'un passé qui ne peut pas revenir.

La France est considérée, à tous points de vue, comme un pays conservateur, un pays qui n'aime pas les aventures politiques et conservateur aussi en ce qui concerne les habitudes. Les Français, remarque la presse

¹ A. Guerriero, « Il Sultano e il Pascià », *Epoca*, 30 août 1953.

² Voir B. Bagnato, *Vincoli europei echi mediterranei. L'Italia e la crisi francese in Marocco e in Tunisia 1949-1956*, Florence, Ponte alle Grazie, 1991.

italienne, vont en vacances tous les ans dans les mêmes endroits. Ils ont gardé l'héritage de la III^e République et s'amuser reste, encore dans les années quarante et cinquante, une sorte d'obligation morale. La division en classes sociales est très nette : la bourgeoisie et les agriculteurs sont très riches mais les conditions de vie des invalides, des mutilés, des retraités sont pénibles. Autrement dit, la France vue par l'Italie reste la France de la Belle Époque, la partie de la joie de vivre, d'un nationalisme qui peut aisément se transformer en chauvinisme. Un pays attaché avec ténacité à ses mythes et à ses coutumes, un pays incapable de se renouveler et plein de contradictions dont la plus grave est la contradiction entre sa grandeur passée et sa faiblesse présente.

Les négociations qui devaient aboutir à l'établissement d'une union douanière franco-italienne furent l'occasion de mieux connaître la France et les Français. Bien qu'il ait échoué, le projet – dont l'idée est lancée par Carlo Sforza lors de la Conférence des Seize, en juillet 1947 – permet à la France et à l'Italie de surmonter la rancœur de l'après-guerre ; c'est, d'après Jacques Fouques Duparc, « le point de départ de la réconciliation franco-italienne »¹.

Dès l'origine l'union douanière ne devait être qu'une étape en vue de l'établissement d'une véritable union économique entre les deux pays. L'opinion publique italienne ne cache pas que l'aspect le plus intéressant et le plus remarquable d'une union bilatérale est la possibilité d'assurer des débouchés aux émigrants. En France on reste toujours assez tiède devant l'hypothèse d'une union douanière limitée à l'Italie. On a peur d'une émigration massive d'outre-Alpes de main-d'œuvre non spécialisée et par conséquent disposée à effectuer toute sorte de travail ; pour les syndicats français et les partis de gauche c'est un danger grave. Les milieux industriels et agricoles français craignent la concurrence des produits italiens.

Le projet d'union douanière reste en sommeil pendant quelques années avant d'échouer devant les résistances qui se manifestent en France. Mais les contacts entre fonctionnaires, politiciens, industriels, producteurs agricoles – contacts favorisés par les études sur l'union douanière – portent leurs fruits et créent un nouveau climat dans les relations bilatérales. Les commerçants des deux pays prennent l'habitude de faire des affaires ensemble ; le nombre des exportateurs français à la Foire de Milan augmente chaque année. Les industriels français et italiens se rencontrent périodiquement en Comité mixte et souhaitent une collaboration de plus en plus étroite.

¹ AMAE, Italie, vol. 33, J. Fouques Duparc à Quai d'Orsay, Rome, 20 juin 1952.

Au début des années cinquante, une collaboration entre la Caisse du Midi et des techniciens français est envisagée dans le domaine technique. L'état de « pré-Union », établi en mars 1950, favorise aussi le développement des échanges culturels, véritables véhicules de l'image réciproque des deux pays. Des Centres de documentation et d'information français sont ouverts dans les principales villes italiennes. Dans le centre de Milan on peut voir des films français et chaque semaine écouter des conférenciers français. Des Centres d'amitié franco-italienne sont constitués en France et en Italie dans les années cinquante. La culture italienne est très appréciée en France. Le « *Piccolo Teatro* » de Milan et la « *Scala* » font salle comble à Paris. En 1952, Paris et Amboise, comme Milan et Florence, célébraient le demi-millénaire de Leonard de Vinci¹.

L'image de l'Italie en France a changé. Il ne s'agit plus d'un pays accablé par la guerre, mais d'un pays qui s'est reconstruit physiquement, économiquement et politiquement grâce à un effort courageux. Un pays qui peut compter sur des liens étroits avec les États-Unis ; qui a la possibilité, grâce à son anticolonialisme, de jouer, dans le scénario méditerranéen, le rôle d'« ami » et de « protecteur » des pays arabes contre les intérêts de Paris.

Une fois la question de Trieste résolue, en 1954, et le problème de l'admission aux Nations unies, en 1955, la position internationale de l'Italie devient en effet plus forte. Et justement dans la même période la crise algérienne et l'échec de Suez révèlent à l'Italie – et à la France – toute la faiblesse de la IV^e République.

¹ *Ibid.*